

mais encore sur des millions d'autres habitants du globe. Évidemment, la façon de procéder, les objectifs immédiats peuvent susciter des divergences d'opinion, mais je crois pouvoir affirmer que, malgré ces divergences, malgré l'avis divergent que je pourrai moi-même exprimer cet après-midi, tous et chacun de nous se laissent guider par la même volonté de protéger notre population et notre pays de l'actuelle menace du totalitarisme. Pour ce qui est de cette volonté, l'unanimité s'impose. Je l'ai déjà dit, cette unanimité doit être évidente non seulement à la Chambre mais par tout le pays.

Certaines conditions sont pourtant indispensables à sa réalisation. C'est la connaissance des événements et la compréhension de leurs répercussions. Il me semble qu'à cet égard les députés, le Gouvernement et tous les services d'information de notre pays et d'ailleurs ont une responsabilité particulière. Je ne crois pas que les députés, isolément ou collectivement, pas plus du reste que le Gouvernement, ne se soient préoccupés de renseigner suffisamment l'opinion publique sur ce qui se passe actuellement dans le monde et sur les mesures qu'il nous faudrait prendre pour parer aux menaces que comporte la situation actuelle. Ce qui est vrai des députés pris isolément, comme de la Chambre en son ensemble et du Gouvernement, l'est aussi, ce me semble, de nos grandes agences d'information. A mon avis Radio-Canada a rendu compte des principaux débats des Nations Unies d'une façon impeccable. Ont été particulièrement utiles, à mon sens, ses retransmissions des discours importants de notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) et d'autres membres éminents d'autres délégations à l'ONU, ainsi que les émissions documentaires sur l'ONU qu'on nous transmet, à l'occasion, du siège même de l'Assemblée, et ainsi de suite. On me permettra de dire que les commentaires de certains observateurs, notamment Peter Stursberg, de Radio-Canada, ou M. Walter O'Hearn, du *Star* de Montréal, ont superbement aidé la population canadienne à comprendre certaines des questions évoquées aux commissions de l'ONU, surtout à la première, celle qui s'occupe des questions politiques et de sécurité.

Je regrette que les grandes agences de presse qui desservent les journaux canadiens en général n'aient pas été suffisamment représentées aux Nations Unies. Autant que j'aie pu me rendre compte, la grande agence coopérative des quotidiens canadiens, la *Presse canadienne*, n'avait pas là-bas de représentant attitré, ou du moins à demeure.

Quant à la société commerciale *British United Press*, elle n'avait pas de correspondant sur place que je sache.

De sorte que, n'eussent été les organismes dont j'ai parlé, tout particulièrement Radio-Canada, les Canadiens auraient dû compter presque exclusivement sur les commentateurs, sur les collaborateurs quotidiens des journaux des États-Unis, dont plusieurs voient leurs articles publiés simultanément dans quelques-uns des quotidiens importants du Canada. Il y a eu, bien entendu, une ou deux exceptions remarquables en ce qui concerne les quotidiens. Il y a quelques instants, j'ai signalé le travail précieux accompli par M. Walter O'Hearn dans ses commentaires sur l'activité des Nations Unies, et, bien entendu, c'est un de nos grands quotidiens qui le maintient à cet endroit, c'est-à-dire le *Star* de Montréal, auquel il envoie une dépêche quotidienne. Quant aux grandes agences de presse coopératives du Canada, leurs représentants brillaient la plupart par leur absence. Je considère que c'est une mauvaise note pour la *Presse canadienne* et pour notre pays en général, car nous avons droit de nous attendre à plus que cela de nos services de nouvelles nationaux, quand les Nations Unies étudient des questions aussi difficiles et aussi importantes.

D'où, la confusion que j'ai constatée au pays au sujet de certaines questions dont les Nations Unies étaient saisies, tout particulièrement au début de l'automne, quant aux motifs qui ont poussé les Nations Unies à prendre la décision d'arrêter l'agression de Corée en juin dernier. Les Canadiens n'étaient pas suffisamment renseignés lorsque ces graves événements ont eu lieu, l'automne dernier. Comme je l'ai déjà dit, nos nouvelles venaient surtout de sources américaines. Ainsi que l'a déclaré le premier ministre (M. St-Laurent), les Canadiens espèrent que la guerre n'est ni imminente ni inévitable; mais si, d'ici quelques mois ou années, nous étions entraînés dans un grand conflit, il importerait que nos gens sachent bien ce qui nous y a conduits.

Je suis sûr que les Canadiens moins que personne ne veulent d'une guerre avec les Chinois. La plupart de nos gens les considèrent comme un peuple patient, exploité, aspirant à un meilleur mode de vie. Que la direction de la Chine soit tombée entre les mains des communistes, c'est peu flatteur pour les démocraties. Eussent-elles saisi l'occasion aux cheveux et suivi, il y a quelques années, une tout autre ligne de conduite, elles auraient pu s'assurer la haute main dont